

AVIS DES SOCIÉTÉS

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TUNISIE VALEURS SA

Siège Social : Immeuble INTEGRA, Centre Urbain Nord – 1082 Tunis Mahrajène.

La société TUNISIE VALEURS publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 29 mars 2019. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes : Fehmi LAOURINE (AMC Ernst & Young) et Karim DEROUICHE (FINOR).

BILAN CONSOLIDE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018
(MONTANTS EXPRIMES EN DINAR)

	Notes	31. Décembre	
		2018	2017
ACTIFS			
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles		1 142 394	1 078 939
Moins : amortissements		(979 866)	(946 993)
	5	<u>162 528</u>	<u>131 946</u>
Immobilisations corporelles		23 415 452	23 849 138
Moins : amortissements		(9 094 228)	(8 852 476)
	6	<u>14 321 223</u>	<u>14 996 661</u>
Immobilisations financières	7	<u>3 678 890</u>	<u>5 839 291</u>
Total des actifs immobilisés		<u>18 162 641</u>	<u>20 967 898</u>
Autres actifs non courants		-	-
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		<u>18 162 641</u>	<u>20 967 898</u>
ACTIFS COURANTS			
Clients et comptes rattachés		397 854	15 162 555
Moins : provisions		-	-
	8	<u>397 854</u>	<u>15 162 555</u>
Intermédiaires acheteurs		194 007	3 495 061
Moins : provisions		-	-
	9	<u>194 007</u>	<u>3 495 061</u>
Autres actifs courants	10	15 328 939	12 117 622
Placements et autres actifs financiers	11	5 974 274	4 950 977
Liquidités et équivalents de liquidités	12	35 478 013	11 252 586
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		<u>57 373 087</u>	<u>46 978 801</u>
TOTAL DES ACTIFS		<u>75 535 728</u>	<u>67 946 699</u>

BILAN CONSOLIDE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018
(MONTANTS EXPRIMES EN DINAR)

	Notes	31. Décembre	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		10 000 000	10 000 000
Réserves consolidées		10 514 999	9 215 464
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		<u>20 514 999</u>	<u>19 215 464</u>
Résultat net de l'exercice		6 075 678	3 499 535
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	13	<u>26 590 677</u>	<u>22 714 999</u>
INTERETS MINORITAIRES	14	<u>3 781 946</u>	<u>3 748 417</u>
PASSIFS			
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes assimilées	15	-	198 743
Autres passifs financiers		2 400	-
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		<u>2 400</u>	<u>198 743</u>
PASSIFS COURANTS			
Clients et comptes rattachés	8	27 172 367	27 592 287
Intermédiaires vendeurs	9	9 995 659	3 647 887
Autres passifs courants	16	6 670 791	6 300 957
Concours bancaires et autres passifs financiers	17	1 321 888	3 743 409
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		<u>45 160 705</u>	<u>41 284 540</u>
TOTAL DES PASSIFS		<u>45 163 105</u>	<u>41 483 283</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		<u>75 535 728</u>	<u>67 946 699</u>

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE

(Montants exprimés en dinar)

	Notes	31. Décembre	
		2018	2017
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus	18	17 624 962	15 902 949
Autres produits d'exploitation	19	105 989	136 672
<u>Total des produits d'exploitation</u>		<u>17 730 951</u>	<u>16 039 621</u>
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	20	7 894 023	6 052 632
Dotations aux amortissements	21	1 222 962	1 062 808
Dotations aux provisions	22	(474 232)	371 750
Autres charges d'exploitation	23	4 598 543	3 987 792
<u>Total des charges d'exploitation</u>		<u>13 241 296</u>	<u>11 474 982</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>4 489 655</u>	<u>4 564 639</u>
Charges financières nettes	24	(28 935)	(41 941)
Produits des placements	25	1 919 706	860 230
Autres gains ordinaires	26	1 306 598	162 802
Autres pertes ordinaires		(353 975)	(543 630)
RESULTAT COURANTS DES SOCIETES INTEGREES		<u>7 333 049</u>	<u>5 002 100</u>
Impôts exigibles		(1 147 078)	(1 474 581)
Contribution Sociale de Solidarité		(76 764)	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		<u>6 109 207</u>	<u>3 527 519</u>
Part revenant aux intérêts minoritaires	14	(33 529)	(27 984)
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE		<u>6 075 678</u>	<u>3 499 535</u>

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
(Montants exprimés en dinar)

	31 Décembre	
	2018	2017
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net	6 109 207	3 527 519
Ajustements pour :		
Dotations aux amortissements	1 222 962	1 062 808
Dotations aux provisions	(474 232)	371 750
Reprises sur provisions	-	-
Plus ou moins values sur cession d'immobilisations financières	(339 739)	6 000
Plus value sur cessions d'immobilisations corporelles	(1 193 824)	(24 708)
Régularisation des immobilisations	138 039	9 975
Variation des :		
Clients et comptes rattachés débiteurs	14 764 701	(7 271 999)
Intermédiaires acheteurs	3 301 054	(851 092)
Autres actifs courants	(1 734 994)	(3 008 178)
Clients et comptes rattachés créditeurs	(419 920)	16 534 036
Intermédiaires vendeurs	6 347 772	(9 618 940)
Autres passifs courants	753 828	167 021
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	28 474 854	904 192
Flux de trésorerie liés aux activités de placements	(516 626)	(1 886 635)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 184 767)	(4 359 478)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 662 446	67 425
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(156 032)	(235 850)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	2 239 739	951 581
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	2 561 386	(3 576 322)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dividendes et autres distributions	(2 200 000)	(1 020 000)
Décaissements des emprunts et dettes assimilées	(270 436)	(68 926)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(2 470 436)	(1 088 926)
Incidences des variations du périmètre de consolidation sur les liquidités et équivalents de liquidités	-	-
Variation de trésorerie	28 049 178	(5 647 691)
Trésorerie au début de l'exercice	7 583 270	13 230 961
Trésorerie à la clôture de l'exercice	34 156 125	7 583 270

Note 1 : Présentation du groupe « Tunisie Valeurs »

1.1. Structure juridique des sociétés du groupe

Le groupe « Tunisie Valeurs » est composé de deux sociétés spécialisées notamment dans les métiers de l'intermédiation en bourse et la promotion immobilière.

◆ La société « **Tunisie Valeurs** » est une société anonyme constituée en mai 1991. Elle a pour objet principal le commerce et la gestion des valeurs mobilières et notamment :

- Le placement de titres émis par les entreprises faisant appel à l'épargne ;
- La négociation de valeurs mobilières et de produits financiers sur le marché pour le compte de tiers ;
- La gestion de portefeuille pour le compte de clients ;
- Le conseil et l'assistance en matière de restructuration, cessions, acquisitions d'entreprises, évaluation de projets, introduction de sociétés en bourse.

Le capital social de « Tunisie Valeurs » s'élève à la clôture de l'exercice à D : 10.000.000, divisé en 2.000.000 actions de D : 5 chacune, totalement libérées.

◆ La société « **Integra Immobilière** » est une société à responsabilité limitée constituée en 2008, avec pour objet principal la promotion immobilière sous toutes ses formes.

Son capital s'élève à D : 7.850.000, divisé en 78.500 parts sociales de D : 100 chacune, détenu à concurrence de 50,00% par Tunisie Valeurs.

1.2. Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 2 sociétés intégrées globalement.

Aucune modification n'a été apportée au périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2018 par rapport au périmètre en vigueur au 31 décembre 2017.

1.3. Tableaux des participations et organigramme du groupe

La synthèse des participations des sociétés du groupe est présentée dans le tableau 1 ci-après.

L'analyse des pourcentages d'intérêts directs et indirects est présentée dans le tableau 2 ci-après.

L'organigramme du groupe est présenté dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 1

Tableau des participations au 31 décembre 2018

Tunisie Valeurs
Autres
Total

Integra Immobilière	
Titres	%
39 250	50,00%
39 250	50,00%
78 500	100,00%

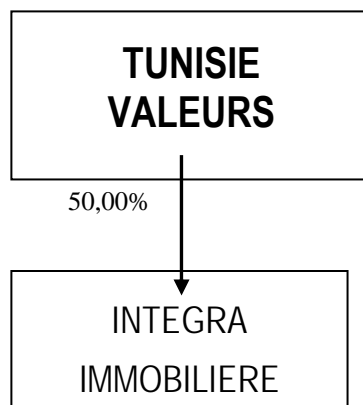
Tableau 2

Analyse des pourcentages d'intérêts directs et indirects de la société consolidante au 31 décembre 2018

Tunisie Valeurs
Autres
Total
Total participation

Integra Immobilière	
Directe	Indirecte
50,00%	
50,00%	0,00%
50,00%	

PERIMETRE DE CONSOLIDATION
AU 31 DECEMBRE 2018



La société « Tunis Call Center » est détenue à raison de 30,00%, ladite société n'est pas considérée en tant que société associée pour la raison suivante : selon les termes du paragraphe 4 de la NCT 36, si un investisseur détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue, il est présumé avoir une influence notable, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas. Bien que Tunisie Valeurs détienne 20% de TCC, elle n'est pas présentée dans le Conseil d'Administration de cette dernière, ne participe pas au processus d'élaboration de ses politiques, n'effectue pas de transactions ou d'échange de personnels dirigeants ou d'informations techniques avec elle. Ainsi, il est démontré clairement que Tunisie Valeurs n'exerce pas d'influence notable sur la société Tunis Call Center conformément au paragraphe 4 de la NCT 36, et de ce fait, cette participation n'a pas été mise en équivalence.

Les sociétés Bridge Asset Management et Bridge Securities sont détenues respectivement à raison de 20,00% et de 30,00%, lesdites sociétés ne sont pas considérées en tant que sociétés associées pour les raisons suivantes : la société est représentée par deux administrateurs dans les conseils d'administration de ces deux sociétés. Toutefois, le conseil d'administration de Tunisie Valeurs du 30 Mars 2018 a décidé la cession de ces deux participations dans un avenir proche. Ainsi et conformément au paragraphe 8 de la NCT 36, une participation dans une entreprise associée doit être comptabilisée dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence sauf si :

(a) la participation est acquise et détenue dans l'unique perspective d'une cession ultérieure dans un avenir proche ; ou

(b) l'entreprise est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité à transférer des fonds à l'investisseur. Dans ces deux cas, la participation doit être comptabilisée selon la méthode du coût. Ce qui explique la non mise en équivalence de ces deux participations.

NOTE 2 : METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1. Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées à chaque société du groupe, sont déterminées en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par Tunisie Valeurs, ainsi que son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de chaque société incluse dans le périmètre de consolidation.

Les méthodes de consolidation appliquées pour chaque société du périmètre de consolidation sont les suivantes :

<i>Sociétés</i>	<i>Degré de contrôle</i>	<i>Méthode retenue</i>
Intégra Immobilière	Contrôle exclusif	Intégration globale

- ↪ Le contrôle exclusif est présumé exister dès lors qu'une entreprise détient, directement ou indirectement quarante pour cent au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.
- ↪ Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés de sorte que les décisions résultent de leur accord.
- ↪ L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue.

L'existence de l'influence notable est mise en évidence par la représentation de l'investisseur au conseil d'administration de l'entreprise détenue.

2.2. Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

2.3. Modalités de consolidation

L'établissement des états financiers consolidés, a été réalisé en suivant les étapes suivantes :

- Les états financiers individuels de la société mère et de ses filiales, sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- Les états financiers libellés en monnaies étrangères sont convertis en dinars selon les règles suivantes :
 - Les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture ;
 - Les capitaux propres sont convertis aux cours historiques ;
 - Les produits et les charges sont convertis au cours de clôture ;
 - Les écarts de change en résultant sont constatés parmi les capitaux propres.
- Les soldes et les transactions intra-groupe sont intégralement éliminés ;
- Les méthodes comptables sont revues afin de s'assurer qu'elles sont uniformes au sein de toutes les sociétés du groupe ;
- La valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale, sont éliminées ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées, sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

2.4. Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis selon une optique à la fois financière et économique, suivant laquelle, les comptes consolidés ont pour objet de fournir aux associés de la société mère, la véritable valeur de leurs titres et ce dans le cadre d'une même entité économique englobant les intérêts majoritaires et minoritaires. Ces derniers ne sont pas considérés comme des tiers.

Les conséquences de cette optique se traduisent comme suit :

- Ecart d'acquisition : l'écart d'acquisition est retenu à hauteur de la part de la société mère lors de l'acquisition.
- Ecart d'évaluation : l'écart d'évaluation correspond à la différence entre la juste valeur des éléments d'actifs et de passifs identifiables des sociétés consolidées et leurs valeurs comptables nettes à la date de chaque acquisition.
- Résultats inter-sociétés : les résultats réalisés suite à des transactions conclues entre la société et les sociétés sous contrôle exclusif ou conjoint sont éliminées respectivement dans leur intégralité ou proportionnellement.
- Présentation des intérêts minoritaires : ils sont présentés au bilan et au compte de résultat respectivement entre les capitaux propres et les dettes, et en déduction du résultat consolidé.

2.5. Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

- ***Homogénéisation des méthodes comptables***

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignées sur celles retenues pour les comptes consolidés du groupe.

- ***Elimination des soldes et transactions intra-groupe***

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés.

NOTE 3 : DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions de (u) :

- La NC 35 (Etats financiers consolidés) et notamment les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés.
- Système comptable des entreprises, et notamment les règles de présentation, d'évaluation et de divulgation des opérations.

NOTE 4 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers consolidés se résument comme suit :

4.1. Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée.

Les taux retenus sont les suivants :

• Constructions	20 ans	5%
• Immeubles	7 à 20 ans	5 à 14%
• Matériel de transport	5 ans	20%
• Equipements de bureaux	5 à 10 ans	10 à 20%
• Agencements aménagements installations	5 à 10 ans	10 à 20%
• Matériel informatique	5 à 7 ans	15 à 20%
• Logiciels informatiques	3 à 5 ans	20 à 33%
• Site web	3 ans	33%

Le matériel informatique acquis avant le premier janvier 2008, est amorti selon le mode dégressif. Les acquisitions ultérieures sont amorties selon le mode linéaire.

Les autres immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

4.2. Les produits

Les produits du groupe sont de différentes catégories, il s'agit notamment des :

- ◆ Commissions de gestion des comptes titres : rémunérant la gestion et la garde du portefeuille des clients.
- ◆ Commissions sur les transactions boursières : sur chaque transaction boursière, la société perçoit une commission de 0,2% à 0,6% pour les institutionnels et de 0.6% pour les autres clients.
- ◆ Commissions de placement : ces commissions sont perçues des émetteurs à l'occasion des placements d'obligations, ou des souscriptions d'actions.
- ◆ Commissions de gestion d'OPCVM : ces commissions résultent de la gestion des capitaux des OPCVM tels que les SICAV.
- ◆ Services financiers : la société est rémunérée pour le service financier qu'elle pourrait assurer à l'occasion de l'émission d'emprunts obligataires, ou bien pour la tenue du registre des actionnaires (agent de transfert) des sociétés qu'elle introduit en bourse.
- ◆ Etudes, assistances, introductions : ce type de produit est généré par les études effectuées par la société en vue de la privatisation, par l'assistance aux entreprises privées en vue d'organiser leur introduction en bourse ainsi que par l'émission d'emprunts obligataires.

4.3. Impôts différés

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

Les impôts différés sont calculés au taux de 20%.

NOTE 5 FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

- **Contentieux avec la Douane**

Une action a été intentée par la Douane contre la société pour une infraction au code des changes et du commerce extérieur. La société a obtenu en première instance, en date du 14 septembre 2017, un jugement de non-lieu. La Douane a fait appel et une condamnation en appel a été prononcée le 19 décembre 2017 condamnant TUNISIE VALEURS à payer un montant de DT : 550.000, ce montant a été provisionné sur les comptes de 2017.

Une décision a été rendue en date du 18 octobre 2018 par la Cour d'Appel de Tunis condamnant Tunisie Valeurs à payer un montant de 1,8 millions de dinars. Cette décision étant susceptible de pourvoi en cassation, la société a décidé de faire un nouveau pourvoi.

L'affaire a été portée par Tunisie Valeurs devant la cour de cassation qui a rendu, en date du 5 mars 2019, un arrêt de cassation sans renvoi mettant fin ainsi d'une manière définitive à toute poursuite et à toute condamnation. De ce fait, une reprise de DT : 550.000 a été constatée sur les comptes de 2018.

NOTES AU BILAN

Note 5 : LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, amortissements déduits, s'élèvent au 31 Décembre 2018 à D : 162.528 contre D : 131.946 à la même date de l'exercice précédent. Ces immobilisations se détaillent comme suit :

	<u>31 DECEMBRE</u>	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Logiciels informatiques	841 819	778 364
- Site Web	55 200	55 200
- Fond de commerce	245 375	245 375
- Amortissements cumulés	(979 866)	(946 993)
	<u>162 528</u>	<u>131 946</u>
<u>Valeur nette</u>		

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur une durée allant de trois à cinq ans.

Note 6 : LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A la clôture de l'exercice, les immobilisations corporelles, amortissements déduits, s'élèvent à D : 14.321.230 contre D : 14.996.661 à l'issue de l'exercice précédent.

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.

Le matériel informatique acquis avant le premier janvier 2008, est amorti selon le système d'amortissement dégressif. A partir de 2008, les acquisitions sont amorties selon le mode linéaire.

Les immobilisations à statut juridique particulier sont amorties linéairement sur la durée du contrat, à savoir de sept à vingt ans pour les immeubles, dix ans pour les aménagements et cinq ans pour le matériel de transport.

Les autres immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire.

Les mouvements de l'exercice ainsi que la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles sont présentés au niveau du tableau suivant :

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Exercice clos le 31 Décembre 2018

(Montants exprimés en dinar)

DESIGNATION	Taux	VALEURS BRUTES					AMORTISSEMENTS					VALEURS NETTES
		31 décembre 2017	Acquisitions	Cessions et mises en rebut	Transfert et régularisations	31 décembre 2018	31 décembre 2017	Dotations	Transfert et régularisations	Cessions et mises en rebut	31 décembre 2018	
Immobilisations en propriété		22 193 978	1 121 312	(1 367 696)	1 467 857	23 415 451	8 212 790	1 057 420	723 092	(899 074)	9 094 228	14 321 223
Terrain		985 082	-	-	439 463	1 424 545	-	-	-	-	-	1 424 545
Constructions	5%	8 855 418	-	(1 215 696)	1 215 696	8 855 418	4 000 981	300 431	772 352	(772 352)	4 301 412	4 554 006
Matériel de transport	20%	2 937 581	406 435	(152 000)	142 910	3 334 926	543 975	351 617	(2 072)	(126 722)	766 798	2 568 128
Installations générales	10% à 20%	3 418 928	37 795	-	(88 262)	3 368 461	1 894 050	279 466	(47 325)	-	2 126 191	1 242 270
Equipements de bureaux	10% à 20%	1 237 565	12 309	-	1 527	1 251 401	1 154 320	27 019	137	-	1 181 476	69 925
Matériel informatique	15% à 20%	783 698	64 040	-	-	847 738	608 520	94 587	-	-	703 107	144 631
Matériel et outillage	20,00%	43 000	-	-	-	43 000	10 944	4 300	-	-	15 244	27 756
Avances sur acquisition d'immobilisations		2 955 442	62 339	-	(243 477)	2 774 304	-	-	-	-	-	2 774 304
Immobilisations en cours		977 264	538 394	-	-	1 515 658	-	-	-	-	-	1 515 658
Immobilisations à statut juridique particulier		1 655 159	-	-	(1 655 159)	-	639 686	132 665	(772 351)	-	-	-
Terrain		439 463	-	-	(439 463)	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles	5% et 14%	1 215 696	-	-	(1 215 696)	-	639 686	132 665	(772 351)	-	-	-
Aménagements	10%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	20%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL		23 849 138	1 121 312	(1 367 696)	(187 302)	23 415 452	8 852 476	1 190 085	(49 260)	(899 074)	9 094 228	14 321 224

Note 7 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	31 DECEMBRE	
	2018	2017
- Titres de participation	3 073 967	4 542 046
- Titres immobilisés	120	700 120
- Fonds de garantie de marché	634 723	499 302
- Dépôts et cautionnements	8 073	208 073
Total brut	3 716 883	5 949 541
- Provisions pour dépréciation des titres	(37 993)	(110 250)
Total net	3 678 890	5 839 291

Les mouvements enregistrés sur le poste « titres de participation » se détaillent comme suit :

		Résultat de cession
<u>Solde au 31 décembre 2017</u>	<u>4 542 046</u>	
<u>Mouvements de l'exercice</u>		
- Acquisition des actions de la société "LASERT ECH"	1	
- Souscription à l'augmentation du capital de " Tunisie Clearing "	20 610	
- Cession de 100 000 titres " NUTRIMAX "	(1 000 000)	161 000
- Reclassement des titres " BRIDGE ASSET MANAGEMENT " vers les placements courants	(69 813)	
- Reclassement des titres " BRIDGE Securities" vers les placements courants	(418 877)	
Solde au 31 décembre 2018	3 073 967	161 000

Les mouvements enregistrés sur le poste « titres immobilisés » se détaillent comme suit :

	Montant	Résultat de cession
<u>Solde au 31 décembre 2017</u>	<u>700 120</u>	
<u>Mouvements de l'exercice</u>		
- Cession de 5 000 titres "Dar El Jeld "	(500 000)	250 000
- Liquidation du "FCPR Valeurs Développement "	(200 000)	(71 261)
<u>Réduction de capital</u>		
Soldes au 31 décembre 2018	120	178 739

Les participations et les titres immobilisés s'analysent comme suit :

	<u>Nombre de titres</u>	<u>Coût moyen D'achat</u>	<u>Montant total</u>
-Tunisie Clearing (Ex STICODEVAM)	52 400	4,607	241 393
- BVMT	43 659	9,894	431 974
- MED TECH	500	100,000	50 000
- TUNIS CALL CENTER	31 500	10,333	325 500
- IFBT	1	100,000	100
- Briqueterie Djebel El oust	10 000	100,000	1 000 000
- Tunisie Courtage	5 000	5,000	25 000
- FCP Institutionnel	200	5 000,000	1 000 000
<u>Total des titres de participation</u>			<u>3 073 967</u>
- TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR	12	10,000	120
<u>Total des titres immobilisés</u>			<u>120</u>
<u>Total général</u>			<u>3 074 087</u>

Au 31 décembre 2018, les provisions pour dépréciation des titres se détaillent ainsi :

- Provision pour dépréciation des titres " Med Tech "	37 993
<u>Total</u>	<u>37 993</u>

Note 8 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES**A L'ACTIF**

L'analyse du compte « clients et comptes rattachés » figurant à l'actif du bilan se présente comme suit :

	<u>31 DECEMBRE</u>	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Clients opérations en bourse	205 817	14 941 766
- Clients dividendes à encaisser	45 334	-
- Clients, loyer Immeuble Integra	146 703	220 789
	<hr/>	<hr/>
<u>Solde débiteur des clients et des comptes rattachés</u>	<u>397 854</u>	<u>15 162 555</u>

AU PASSIF

Le compte « clients et comptes rattachés » figurant au passif du bilan s'élève au 31 décembre 2018 à D : 27.172.367, contre D : 27.592.287 à l'issue de l'exercice précédent, et englobe exclusivement le solde des clients, opérations en bourse.

Note 9 : INTERMEDIAIRES EN BOURSE**A L'ACTIF**

Le compte « Intermédiaires acheteurs » s'élève au 31 Décembre 2018 à D : 194.007, contre D : 3.495.061 à l'issue de l'exercice précédent.

Ce montant représente le restant dû à la date de clôture par les autres intermédiaires, et s'analyse ainsi :

	<u>31 DECEMBRE</u>	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- "Tunisie Clearing" acheteur	194 007	3 495 061
	<hr/>	<hr/>
<u>Solde des intermédiaires acheteurs</u>	<u>194 007</u>	<u>3 495 061</u>

AU PASSIF

Le compte « intermédiaires vendeurs » accuse au 31 Décembre 2018 un solde de D : 9.995.659, contre D : 3.647.887 à la même date de l'exercice précédent.

Ce montant représente le restant dû à la date de clôture, aux autres intermédiaires, et s'analyse comme suit :

	<u>31 DECEMBRE</u>	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- "Tunisie Clearing" vendeur	9 995 659	3 647 887
	<hr/>	<hr/>
<u>Solde des intermédiaires vendeurs</u>	<u>9 995 659</u>	<u>3 647 887</u>

Note 10 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Le détail des autres actifs courants se présente comme suit :

	<u>31 DECEMBRE</u>	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Fournisseurs, avances et acomptes	109 652	46 620
- Avances et acomptes au personnel (a)	163 606	486 050
- Prêt au personnel (a)	1 099 172	1 407 339
- Etat, TVA	999 710	939 760
- Etat, impôt sur les sociétés	4 391 581	4 110 501
- Etat, actif d'impôt différés	106 000	106 000
<u>Total Etat, impôts et taxes</u>	<u>5 497 291</u>	<u>5 156 261</u>
- Commission de gestion des OPCVM à recevoir	2 597 890	2 556 456 *
- Sicav & FCP, mouvements de fonds	1 542 146	561 080
<u>Total OPCVM</u>	<u>4 140 036</u>	<u>4 593 859</u>
- Créances sur cessions d'immobilisations	52 000	78 000
- Produits à recevoir	1 242 367	1 523 521 *
- Charges constatées d'avances	181 553	144 944
- Autres débiteurs divers	75 235	43 094
- Compte courant TFG	2 646 493	-
- Autres actifs courants	2 981 534	2 974 257
<u>Total débiteurs divers</u>	<u>7 179 182</u>	<u>4 763 816</u>
- Provision pour dépréciation	(2 860 000)	(2 860 000)
<u>Total général</u>	<u>15 328 939</u>	<u>13 593 945</u>

(a) En 2017, le compte « Personnel » comporte aussi bien les avances que les prêts. Aucune distinction n'a été faite entre ces deux catégories. Cette situation a été régularisée en 2018, de ce fait, les données comparatives ont été retraitées.

* Chiffres retraités pour les besoins de comparaison

Note 11 : PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

L'analyse des placements et autres actifs financiers se présente comme suit :

	<u>31 DECEMBRE</u>	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Titres OPCVM	1 157 230	543 893
- Titres cotées	95 857	687 106
- Titres non cotées	488 689	-
- Certificats de dépôt	3 000 000	2 000 000
- Prêts courants	-	100 000
- Emprunt national	60 000	80 000
- Emprunt obligataire	1 463 355	1 848 816
<u>Total brut</u>	<u>6 265 131</u>	<u>5 259 815</u>
<u>A déduire</u>		
- Provisions pour dépréciation des placements	(290 857)	(308 838)
<u>Total net</u>	<u>5 974 274</u>	<u>4 950 977</u>

Note 12 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Le détail du compte « Liquidités et équivalents de liquidités » se détaille comme suit :

	<u>31 DECEMBRE</u>	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Banques	34 416 289	9 499 028
Caisses	1 061 724	1 753 558
<u>Total</u>	<u>35 478 013</u>	<u>11 252 586</u>

Note 13 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		31 DECEMBRE	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Capital social	(a)	10 000 000	10 000 000
- Réserve légale	(b)	1 000 000	1 000 000
- Réserve spéciale de réinvestissement		6 762 256	6 762 256
- Résultat reportés		2 752 743	1 453 208
<u>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</u>		<u>20 514 999</u>	<u>19 215 464</u>
- Résultat net des sociétés intégrées		6 109 207	3 527 519
- Part revenant aux intérêts minoritaires		(33 529)	(27 984)
<u>Résultat net revenant à la société consolidante</u>		<u>6 075 678</u>	<u>3 499 535</u>
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>		<u>26 590 677</u>	<u>22 714 999</u>
Nombre d'actions		2 000 000	1 000 000
Résultat par action		3,038	3,500

(a) La structure du capital se présente au 31 décembre 2018 comme suit :

ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL SOUSCRIT	% DE DETENTION
INTEGRA PARTNERS (Ex STFP)	728 305	3 641 525	36,42%
TUNISIE LEASING	300 000	1 500 000	15,00%
AUTRES	971 695	4 858 475	48,58%
<u>Total</u>	<u>2 000 000</u>	<u>10 000 000</u>	<u>100,00%</u>

(b) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat distribuable à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(c) Le tableau des mouvements des capitaux propres se présente comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

Exercice clos le 31 Décembre 2017

(Exprimé en dinar)

	<i>Capital social</i>	<i>Réserve légale</i>	<i>Réserve spéciale de réinvestissement</i>	<i>Ecart de conversion</i>	<i>Dividendes reçus des filiales</i>	<i>Résultats reportés</i>	<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>Total</i>
Capitaux propres consolidés au 31 Décembre 2016	10 000 000	1 000 000	6 312 256	-	0 000	2 913 133	10 075	20 235 464
Affectation du résultat de l'exercice 2016 décidée par l'AGO du 31 Mars 2017			1 000 000			(989 925)	(10 075)	-
Dotation au fonds social						(120 000)		(120 000)
Distribution de dividendes						(900 000)		(900 000)
Variation du périmètre de consolidation								
Résultat consolidé de l'exercice 2017							3 499 535	3 499 535
Capitaux propres consolidés au 31 Décembre 2017	10 000 000	1 000 000	6 762 256	-	-	1 453 208	3 499 535	22 714 999
Affectation du résultat de l'exercice 2017 décidée par l'AGO du 30 Mars 2018						3 499 535	(3 499 535)	-
Dotation au fonds social						(120 000)		(120 000)
Distribution de dividendes						(2 080 000)		(2 080 000)
Résultat consolidé de l'exercice 2018							6 075 678	6 075 678
Capitaux propres consolidés au 31 Décembre 2018	10 000 000	1 000 000	6 762 256	-	-	2 752 743	6 075 678	26 590 677

Note 14 INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires se détaillent comme suit :

	31 DECEMBRE	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de Integra Immobilière		
- Dans le capital	3 925 000	3 925 000
- Dans les réserves	(176 583)	(204 567)
- Dans le résultat	33 529	27 984
<u>Total des intérêts minoritaires</u>	<u>3 781 946</u>	<u>3 748 417</u>
Part du résultat revenant aux intérêts minoritaires	<u>33 529</u>	<u>27 984</u>

Note 15 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES

Ce poste accuse au 31 décembre 2018 un solde nul, contre D : 198.743 à la clôture de l'exercice précédent. En effet, la société a remboursé par anticipation le crédit contracté auprès de Tunisie Leasing ayant servi pour le financement de l'acquisition du local sis à l'immeuble Horcheni.

Note 16 AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants se détaillent comme suit :

	31 DECEMBRE	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Fournisseurs et comptes rattachés	129 502	54 894
Personnel et comptes rattachés	861 121	479 583
Etat, Impôts et taxes		
- Etat, Retenues à la source	364 026	416 512
- Etat, TVA à payer	469 263	490 285
- Etat, autres impôts et taxes	219 140	144 478
<u>Total Etat, impôts et taxes</u>	<u>1 052 429</u>	<u>1 051 275</u>
SICAV, mouvements de fonds		
- SICAV ENTREPRISE	16 267	41 642
<u>Total SICAV, mouvements de fonds</u>	<u>16 267</u>	<u>41 642</u>
Autres comptes créditeurs		
- Bourse des valeurs mobilières	124 518	107 447
- CNSS et autres organismes sociaux	299 604	281 411
- CAVIS	19 536	28 468
- Créditeurs divers	375 457	999 733
- Diverses charges à payer	2 853 934	1 847 953
- Produits perçus d'avance	159 325	262 412
- Avances perçues auprès des clients	150 813	133 860
- Provisions pour risques et charges	628 285	1 012 279
<u>Total, autres comptes créditeurs</u>	<u>4 611 472</u>	<u>4 673 563</u>
<u>Total général</u>	<u>6 670 791</u>	<u>6 300 957</u>

Note 17 CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	31 DECEMBRE	
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Échéances à moins d'un an sur opérations de leasing en Tunisie	-	74 093
- Banques	1 321 888	3 669 316
<u>Total</u>	<u>1 321 888</u>	<u>3 743 409</u>

NOTES DE L'ETAT DE RESULTAT

Note 18 : REVENUS

L'analyse des revenus se présente comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Commissions sur les transactions boursières et de gestion des comptes titres	4 826 607	3 825 736
- Commissions de gestion des OPCVM	7 883 913	7 927 975
- Commissions sur placements d'actions	689 000	1 230 249
- Commissions sur placements d'obligations	420 392	534 176
- Commissions sur OPV	131 681	3 135
- Etudes et assistances	605 892	304 730
- Droits de garde	1 841 987	960 594
- Commissions de courtage OPCVM	42 016	23 599
- Commissions de performance	286 354	207 084
- Exportation de services	335 089	427 671
- Revenu du loyer Immeuble Integra	476 957	450 601
- Autres	85 074	7 399
	<hr/>	<hr/>
<u>Total des revenus</u>	<u>17 624 962</u>	<u>15 902 949</u>

Note 19 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Ce poste présente à la clôture de l'exercice 2018 un solde de D : 105.989, contre un solde de D : 136.672 à l'issue de l'exercice précédent. Il correspond principalement au produit de location des batiments sis à l'avenue de la liberté et à l'immeuble Horchani.

Note 20 CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse du poste « charges de personnel » se présente comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Salaires et compléments de salaires	6 736 783	5 263 774
- Cotisations sociales	673 465	601 133
- Autres charges sociales	149 275	142 225
- Provision pour congés payés	74 500	45 500
- Provision pour indemnité de départ à la retraite	260 000	-
	<hr/>	<hr/>
<u>Total</u>	<u>7 894 023</u>	<u>6 052 632</u>

Note 21 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissement se détaillent comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	32 883	11 984
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 190 079	1 050 824
<u>Total</u>	<u>1 222 962</u>	<u>1 062 808</u>

Note 22 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS

Les dotations de l'exercice aux comptes de provisions se détaillent comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres cotés	300	83 880
- Reprises sur provisions pour dépréciation des titres cotés	(213 281)	-
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation	-	13 087
- Reprises sur provisions pour dépréciation des titres de participation	(72 257)	-
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres non cotés	195 000	-
- Dotations aux provisions pour risques et charges	362 370	682 173
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs courants	-	2 860 000
- Reprises sur provisions pour risques et charges	(746 364)	(3 267 390)
<u>Total</u>	<u>(474 232)</u>	<u>371 750</u>

Note 23 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Achats non stockés de matières et de fournitures	249 503	209 572
<u>Total des achats</u>	<u>249 503</u>	<u>209 572</u>
- Charges locatives et de copropriété	377 186	365 662
- Entretiens et réparations	147 475	176 778
- Primes d'assurances	62 091	55 693
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>586 752</u>	<u>598 133</u>
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 831 924	1 579 708
- Frais d'introduction en bourse	287 022	-
- Publicités, publications et relations publiques	341 367	257 662
- Déplacements, missions et réceptions	252 081	307 968
- Frais de formation	51 547	53 810
- Frais postaux et de télécommunications	313 851	276 978
- Autres services extérieurs	230 255	305 718
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>3 308 047</u>	<u>2 781 844</u>
- Jetons de présence	35 000	33 000
- Dons et subventions	71 064	56 078
- Cadeaux	101 889	88 254
- Autres	22 287	39 162
<u>Total des charges diverses</u>	<u>230 240</u>	<u>216 494</u>
- TFP & FOPROLOS	137 918	122 322
- T.C.L	41 386	36 260
- Autres impôts et taxes	44 697	23 167
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>224 001</u>	<u>181 749</u>
<u>Total général</u>	<u>4 598 543</u>	<u>3 987 792</u>

Note 24 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Le poste « charges financières nettes » se détaille comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Intérêts des crédits bancaires et opérations de leasing	12 451	22 236
- Intérêts des comptes courants débiteurs	16 785	19 240
- Pertes de changes réalisées	1 432	407
- Gains de changes réalisés	(1 733)	(1 120)
- Autres	-	1 178
<u>Total</u>	<u>28 935</u>	<u>41 941</u>

Note 25 : PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits de placements se détaillent comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Produits des placements FGM	25 192	19 541
- Dividendes	174 420	213 132
- Jetons de présence	3 500	4 500
- Intérêts sur certificats de dépôts et autres placements	634 245	320 159
- Intérêts créditeurs	860 172	275 014
- Produits des bons de trésor à court terme (activité SVT)	2 250	3 585
- Plus values sur cession de titres cotés	-	6 372
- Plus values réalisées sur titres SICAV	25 045	10 927
- Moins values latentes sur titres cotés	-	815
- Moins values réalisées sur titres OPCVM	-	(1 508)
- Moins values réalisées sur titres cotés	(160 665)	(3 970)
- Plus values réalisées sur titres cotés	2 504	-
- Moins values réalisées sur cession de titres immobilisés	(71 261)	(6 000)
- Plus values réalisées sur cession de titres immobilisés	411 100	-
- Plus value réalisée sur cession Emprunt obligataire	37 566	18 942
- Moins value réalisée sur cession Emprunt obligataire	(27 453)	(1 279)
- Autres	3 091	-
<u>Total</u>	<u>1 919 706</u>	<u>860 230</u>

Note 26 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires s'analysent comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
- Intérêts sur prêts au personnel	70 425	84 453
- Plus value sur cession d'immobilisations	1 193 824	24 708
- Autres gains	42 349	53 641
<u>Total</u>	<u>1 306 598</u>	<u>162 802</u>

Rapport des commissaires aux comptes
États financiers consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Tunisie Valeurs, comprenant le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2018, l'état de résultat consolidé et l'état de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs de **26 591 KDT**, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice part du groupe s'élevant à **6 076 KDT**.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du groupe au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Informations relatives au Groupe présentées dans le rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration de la société mère.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données relatives au groupe dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états Financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

4. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances .

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

5. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Tunis, le 13 Mars 2019

Les commissaires aux comptes

**AMC Ernst & Young
Fehmi LAOURINE**

**FINOR
Karim DEROUICHE**